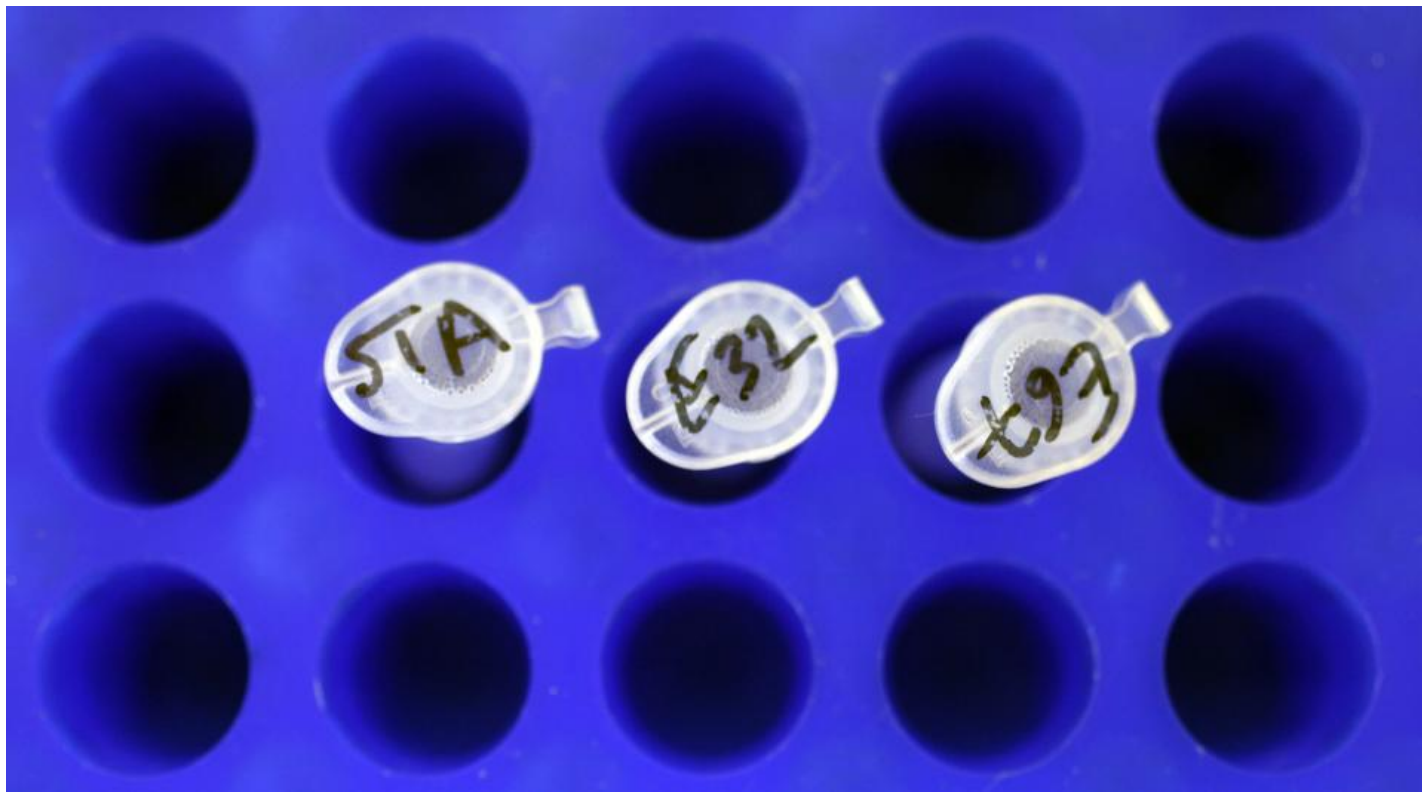


## Le concours d'innovation d'Anne Lauvergeon ou comment mal concrétiser une bonne idée



François Hollande a lancé un "concours mondial d'innovation", dont l'initiative figurait dans le rapport de l'ancienne patronne d'Areva Anne Lauvergeon, remis au président en octobre dernier.

Avec Pascal-Emmanuel  
Gobry

**Une idée que je développe à longueur de chroniques depuis des mois est celle de la nécessité d'innovations de rupture et d'un rôle possible de l'Etat pour amener ces innovation, via le mécanisme d'un concours ou d'un prix pour l'innovation.**

*Deux sujets sur ces thèmes à lire ici :*

[L'avenir intéresse-t-il encore quelqu'un ? Inventaire des mesures folles et nécessaires pour sauver la France](#)

[La France va-t-elle rater la révolution de l'université en ligne ?](#)

Ai-je donc bondi de bonheur à l'annonce d'un concours mondial d'innovation organisé par l'Etat français et chapeauté par Anne Lauvergeon ?

Au début, oui. Puis j'ai vite déchanté.

**En réalité, cette approche du concours d'innovation est exactement contraire à celle qui est nécessaire et n'apportera strictement rien.**

Pourquoi ?

Tout d'abord - et disqualifiant d'entrée - est le **montant indigent des subventions**. 200 000 euros pour commencer, puis 2 millions d'euros pour une poignée de projets.

Si on réfléchit à une innovation de rupture comme des meilleures batteries pour des véhicules électriques, ou de l'énergie photovoltaïque plus efficace, pourquoi ces innovations n'existent-elles pas ? Est-ce parce qu'il manque 2 millions d'euros pour investir ? Bien sûr que non. Le marché pour de telles innovations est gigantesque et les investisseurs sont là. A titre de comparaison, selon Chausson Finance, au premier semestre 2013, 421 millions d'euros ont été investis dans le capital risque en France. **Ce ne sont pas quelques enveloppes de 2 millions d'euros qui vont changer quoi que ce soit.**

**Pour créer des innovations de rupture, il faut des chiffres de rupture.** Il faut des chiffres qui créent une ruée vers l'or de la part des inventeurs, entrepreneurs et investisseurs. **On parle de dizaine de milliards d'euros.** (J'explique pourquoi ce n'est pas fou plus

---

bas.)

Mais, surtout, **c'est la méthode employée qui garantit l'échec du projet.** En effet, un vrai concours d'innovations de rupture doit prendre la forme d'un prix. C'est-à-dire que deux critères doivent être remplis : **le prix ne peut être versé qu'après la réalisation du projet ; et ce prix doit être fixé sur des critères objectifs.**

Autrement dit, le prix prendrait la forme de : *la première organisation ayant créé une batterie pouvant tenir dans tant de centimètres cubes et pouvant déployer tant de charge électrique, etc. recevra X milliards d'euros.*

C'est essentiel pour la raison suivante : **l'Etat n'est juste pas capable d'évaluer les mérites d'une innovation de marché** et n'est certainement pas capable d'être un investisseur à haut risque ou d'amorçage. Il se trompe toujours. **Ce qu'il faut, c'est une grosse carotte pour que les investisseurs privés donnent les 200 000 euros et 2 millions d'euros dont les divers projets ont besoin de démarrer.**

**Ce caractère objectif et post facto du prix est le seul moyen de garantir que cet argent public serve à la création de vraies innovations de ruptures** au lieu d'une politique industrielle ou d'un capitalisme de copinage ou d'un effet d'affichage (qui sont ce à quoi se limite le concours d'innovation adopté par le gouvernement). **L'objectif est de créer le marché, pas de s'y substituer.**

Ce caractère objectif et post facto permet également à l'Etat de dégager des financements énormes sans complexe : à partir du moment où l'invention est effectivement réalisée, l'Etat est sûr d'être gagnant en versant le prix. L'usage de la dette publique pour l'investissement est le seul sur lesquels s'accordent tous les observateurs économiques, et il s'agirait là d'un investissement "garanti" puisque des prix ne seraient versés qu'à des inventions réalisées. Des centaines de milliards de dette publique, les quelques dizaines qui seraient ainsi déboursées seraient les mieux dépensées. Et la croissance générée par de vraies innovations de rupture la renfloueraient rapidement (imaginons l'impact économique si, par exemple, la France devient la Silicon Valley de l'impression en 3D).

Voilà, en quelques mots, la structure que doivent prendre des prix d'innovation qui peuvent espérer créer de vraies innovations de rupture. Tout le reste n'est que bavardage et com'.